



A Clermont-Ferrand, le 15 avril 2024

Objet : rejoignez-nous contre la réforme du « choc des savoirs »

Mesdames et Messieurs les maires,

Après plusieurs mois de tergiversations, un arrêté et une note de service d'une réforme du collège qui ne dit pas son nom ont été publiés. Le ministère s'entête à vouloir mettre en place le projet conservateur et passéiste du « choc des savoirs » présenté il y a quelques mois par Gabriel Attal devenu Premier ministre. Ce projet est néfaste à l'École, pour les élèves et pour les personnels. Il remet profondément en cause le collège unique. Nos organisations syndicales SGEN-CFDT Auvergne, SNES-FSU Clermont, SNUIPP-FSU 63, SUD-Education 63/03, SN FO LC 63, SE-UNSA Clermont, CGT Educ'Action 63 s'y opposent.

L'objectif affiché est de permettre à tous les élèves de progresser ; objectif que nos organisations syndicales ne peuvent que partager. Mais il s'agit là d'une promesse mensongère pour les élèves et leurs familles.

Les groupes de niveaux ou de besoin, s'ils peuvent être bénéfiques ponctuellement sur des compétences et connaissances précises, deviennent un véritable frein à l'égalité, aux progrès des élèves et à la hausse du niveau général s'ils sont constants. Alors que les recherches en éducation dénoncent l'inefficacité voire les dangers de ce dispositif, le gouvernement veut les généraliser aux élèves de sixièmes et cinquièmes dès la rentrée prochaine et aux élèves de quatrièmes et troisièmes à la rentrée 2025.

Dans le même temps, la mise en place de ces groupes va profondément désorganiser les collèges et nécessiter un énorme travail sur les emplois du temps, pour ne pas dire un véritable casse-tête pour les chefs.fes d'établissements : disponibilité de tous les enseignants de mathématiques et français et des élèves au même moment, gestion des salles dans des établissements parfois déjà sous-dimensionnés... La mise en place d'un groupe à effectif réduit pour les élèves les plus fragiles se fera sans dotation supplémentaire donc en augmentant mécaniquement les effectifs des autres groupes ou au détriment des dédoublements en sciences, en langues, des options ou projets propres à chaque établissement.

Les collègues et leur organisation en seront impactés tout comme les conditions de travail des élèves et des personnels.

La disparition de « la classe » pour environ 1/3 des cours aura d'autres effets. L'élève français est déjà le plus stressé d'Europe, d'après Pisa, et la notion de groupe classe est déterminante dans la construction de soi. Un cadre stable et rassurant est indispensable pour devenir collégien. Là, à 11 ans, l'élève de sixième devra construire ses repères avec un emploi du temps où il ne passera pas toute une journée avec le même groupe de camarades (et jusqu'à 3 groupes différents par jour voire plus selon l'organisation en sciences par exemple). Enfin, quelle image de lui un élève construira-t-il quand il sera amené à rester dans le groupe des plus « fragiles » ? Quelle pression d'autres élèves s'infligeront-ils pour rester dans le groupe « des bons » ? Ces effets sur les élèves sont un risque réel non pris en compte.

Par ailleurs, en imposant des méthodes, des évaluations standardisées et des manuels labellisés en primaire, le gouvernement nie la liberté pédagogique et l'expertise des personnels qui travaillent au plus près des élèves.

Le choc des savoirs ne constitue qu'une face d'un projet global qui va voir :

- le renforcement du poids de l'examen terminal du DNB en même temps que celui-ci conditionnera l'accès aux lycées (GT et Pro),
- la réécriture des programmes dans une direction que nous craignons plus encyclopédique
- l'absence de projets pour la jeunesse autres que l'uniforme, le SNU et le respect de l'autorité...

Nos organisations syndicales se sont mobilisées le 2 avril dans les rues de Clermont-Ferrand et poursuivront dans les établissements scolaires du département par des actions de visibilité et de tractage jeudi 11 avril.

Nous vous invitons à rejoindre notre manifestation le samedi 4 mai 2024 à 14h place de Jaude à Clermont-Ferrand pour dire non au tri des élèves, affirmer notre opposition aux mesures du choc des savoirs et pour la défense de l'Ecole publique.

Pour le SGEN-CFDT, Marc MEISSONNIER

Pour le SNES-FSU, Fabien CLAVEAU et Marc BELLAIGUE

Pour le SNEP-FSU, Béatrice MANÉNÉ

Pour la FSU-SNUipp, Isabelle ROUSSY et Sophie NEE

Pour SUD Education, Delphine COLLE

Pour le SE-UNSA, Daniel CORNET

Pour la FNEC-FP-FO, Frédéric ABRIOUX

Pour la CGT Educ'Action, Sophie BRUTUS